
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 16/3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53799

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

renforce les mesures de surveillance le long de la »ligne de démarcation«. A l'automne 1957, il lance une vaste campagne contre les *Grenzgänger*, ces frontaliers qui habitent à l'Est et qui travaillent à l'Ouest, et il promulgue aussi le délit de »fuite de la République« (»Republikflucht«). Un an plus tard, Khrouchtchev adresse aux Occidentaux son ultimatum. Il déclenche ainsi une crise qui culmine le 13 août 1961 avec l'érection du Mur.

Une frontière infranchissable enferme dès lors les Berlinoises de l'Ouest qui ne peuvent plus se rendre en secteur oriental. Tous les efforts des responsables occidentaux, notamment ceux de Berlin (et en particulier Willy Brandt), portent désormais sur les remèdes à apporter à une situation intolérable. Après de longues discussions, la municipalité ouest-berlinoise et le gouvernement est-allemand finissent en décembre 1963 par trouver un accord pour les fêtes de fin d'année. En 18 jours, plus d'un million de Berlinoises de l'Ouest »passent« à l'Est. Ces conventions sont renouvelées par la suite, bien que ces Passierscheinabkommen se révèlent une »impasse«.

La Détente et l'Ostpolitik du chancelier Brandt permettent une amélioration rapide de la situation concrétisée par la signature le 3 septembre 1971 de l'important accord quadripartite auquel l'auteur consacre d'excellents développements. Berlin fait alors figure de »pivot de l'équilibre Est-Ouest«. Mais Prell rappelle à juste titre que cet »accord n'est ni plus ni moins qu'une écluse dans le Mur qui règle la circulation dans un seul sens« – une écluse que l'U.R.S.S. et la R.D.A. peuvent à tout moment décider de fermer à nouveau. Jusqu'à 1988, l'application de l'accord de 1971 n'a rencontré aucune anicroche, ou presque. Jusqu'en 1980, il a permis trois millions de visites par an. Depuis cette date, le nombre des passages est tombé à deux millions environ, à cause de l'augmentation par Berlin-Est du »change minimal obligatoire«.

En conclusion, Prell résume les résultats de ses recherches. Il constate que tous les acteurs politiques occidentaux veulent avant tout maintenir la sécurité et la stabilité de Berlin. Ils s'accordent à reconnaître l'absolue nécessité d'une politique berlinoise commune dans le cadre de la Westintegration de Berlin. C'est pourquoi ils établissent un ordre des priorités. Pour eux, le plus important est d'une part l'appartenance (*Zugehörigkeit*) de Berlin-Ouest à la R.F.A. et d'autre part l'accès (*Zugang*) aux secteurs occidentaux. Le passage (*Zutritt*) de Berlin-Ouest vers Berlin-Est ne peut arriver qu'en seconde position. Ces »trois Z« constituent les *essentials* de toute politique berlinoise qui ne peut être définie d'ailleurs que »sur place« (*Zu Hause*). Mais, comme l'observe Uwe Prell, cette politique, à l'instar de la circulation des passagers du Mur, »reste dépendante de l'évolution générale entre l'Est et l'Ouest«.

Cyril BUFFET, Paris

Werner WEIDENFELD (Hg.), *Geschichtsbewußtsein der Deutschen. Materialien zur Spurensuche einer Nation*, Köln (Verlag Wissenschaft und Politik) 1987, 255 p.

Après »Nachdenken über Deutschland«, voici, derechef sous la direction de Werner WEIDENFELD, le deuxième livre issu des travaux du groupe interdisciplinaire d'étude sur la question allemande. Alors que le premier ouvrage était centré sur la culture politique (dans le sens du concept américain de »civic culture«), le présent volume aborde cette fois le problème national sous l'angle de la conscience historique.

Une simple observation, reprise par la plupart des auteurs, illustre l'actualité d'une telle approche: l'intérêt croissant du public pour le passé et la chose historique. Constatant dans sa contribution (*Historisches Bewußtsein heute*) la prolifération des musées, le succès des expositions et commémorations de toute sorte, ainsi que des ouvrages historiques, sans oublier la floraison des marchés aux puces, Hermann LÜBBE affirme que »jamais présent culturel ne s'est autant référé au passé que le nôtre« (p. 145). Pour lui, c'est un besoin de compensation

face à l'accélération du changement social et culturel qui est ici à l'œuvre; c'est la dynamique historique elle-même qui, rendant trop rapidement obsolètes les repères connus provoque ce regard en arrière à la recherche d'un univers familier.

Si tous les auteurs s'accordent sur le phénomène et, semble-t-il, sur le diagnostic, il apparaît tout aussi clair que cette «expansion de l'historisme» (p. 145) n'est pas forcément positive. Certains résultats de sondages parmi ceux que Gerhard Herdegen a réunis (*Demoskopische Anmerkungen zum Geschichtsbewußtsein der Deutschen (West) im Kontext der deutschen Frage*) montrent certes clairement que la culture historique n'a pas (ou pas encore?) cessé pour autant de décliner dans les jeunes générations. Les directives pédagogiques officielles sont il est vrai déjà revenues sur la prééminence accordée aux sciences sociales dans les années 70. Mais la vogue de l'histoire, soumise aux modes et à l'attrait du spectaculaire, peut très bien laisser subsister ou même renforcer les clichés. Elle offre un refuge commode aux déçus du présent et aux angoissés de l'avenir, et peut donc susciter «de faux-espoirs fondés sur l'image idéalisée du passé» (Jörn RÜSEN, *Strukturen historischer Sinnbildung*, p. 52).

Symptôme des malaises de la modernité, l'engouement pour l'histoire est certes un phénomène général aux pays développés. Cependant, comme le souligne en introduction Werner WEIDENFELD (dans son analyse «Geschichte und Politik»), la conscience historique non seulement influence la perception du présent et l'attitude vis-à-vis de l'avenir, mais est intimement liée aux problèmes d'identité, tant individuelle que collective. Elle a, de ce fait, une dimension spécifiquement allemande. La douzaine de contributions s'articule donc naturellement autour du leit-motiv de l'identité nationale, puisqu'à la faveur des difficultés économiques et de la conjoncture internationale, avec en particulier la perte de puissance des États-Unis et les doutes sur l'avenir de l'Europe, sa crise historiquement récurrente se manifeste pour la première fois depuis la guerre sous une forme aiguë.

Bien que de l'aveu de WEIDENFELD, le sujet soit aussi «un enjeu dans la lutte que les acteurs politiques se livrent pour conquérir le pouvoir», les historiens et sociologues qui s'interrogent avec lui sur «le besoin d'identité et ses vagabondages» (p. 125) restent sur leur réserve scientifique. Il ne s'agit pas de poursuivre le *Historikerstreit*.

Ainsi, sur le seul sujet abordé qui donne lieu d'ordinaire à de violentes polémiques, la création des musées historiques de Berlin et de Bonn, Helmut BOOCKMANN s'efforce de rester au dessus de la mêlée. Pour lui, le débat sur les contenus – une histoire «de droite» ou «de gauche» – s'attache à un faux-problème. Un musée ne fonctionne pas comme un manuel. Les visiteurs appréhendent rarement l'exposition dans son ensemble, mais focalisent leur attention sur quelques objets isolés. Au lieu de percevoir le message global que les organisateurs ont voulu délivrer, ils en prélèvent certains éléments, qu'ils sortent de leur contexte et insèrent dans leur ordre interprétatif personnel plus ou moins conscient. On remarquera pourtant que BOOCKMANN défend discrètement les projets gouvernementaux: après tout, d'autres projets comparables, même s'ils étaient moins importants (le musée de Rastatt) ont été mis en route par la coalition sociale-libérale sans susciter la moindre critique, et surtout le mémorandum rédigé par quatre historiens à la demande de la chancellerie ne propose rien de choquant.

Le livre ne cherche donc pas à illustrer les différentes positions d'un débat, mais à apporter des matériaux pour stimuler la réflexion. Dans ces conditions, on est prêt à accepter l'hétérogénéité, qui est la loi du genre. Malheureusement, l'ensemble proposé est aussi qualitativement inégal. La déception vient avant tout des articles réunis au deuxième chapitre sous le titre peu évocateur d'«offres historiques». Hagen SCHULZE (*Die Gegenwart des XIX. Jahrhunderts*) retrace la grande mutation économique et intellectuelle du siècle dernier – exercice d'école s'il en est – pour mettre finalement l'accent sur une contradiction majeure: la permanence des modes de représentation forgés alors, malgré la poursuite de la révolution technique et donc le dépassement du stade socio-économique dont ils sont issus. Dans cette résistance des mentalités, SCHULZE ne voit cependant pas seulement un obstacle à la maîtrise du présent, mais aussi un réflexe conservateur d'essence anthropologique, l'édifice intellectuel

et institutionnel connu conférant à la société structure et identité et la protégeant du vertige de l'évolution: et de souligner que dans la faiblesse du XIX^e siècle, »la pluralité des sens« que livrent ses modèles idéologiques (p. 96), résiderait aussi sa force – force face aux modèles totalitaires du XX^e siècle que sont le fascisme et le communisme – et son humanité. Tout cela est bien rhétorique et peu en rapport avec le sujet du livre.

La contribution de Peter ALTER (*Das Nationalbewußtsein der Deutschen*) est à peine plus convaincante. Les développements sur l'évolution de la conscience nationale allemande se trouvent dans n'importe quel manuel, et débouchent sur des réflexions qui pour être franches, ne sont pas particulièrement originales non plus: l'unité nationale de 1871 était très imparfaite et »doit beaucoup au hasard« (p. 101). Il n'est donc ni logique ni souhaitable de s'y référer aujourd'hui en souhaitant revenir à l'Allemagne dans les frontières de 1937. Inversement, même si à l'échelle de l'Histoire, la période d'unité politique apparaît comme une exception, ALTER ne veut pas pour autant que la division soit acceptée comme une sorte de retour à la normalité. L'objectif reste donc pour lui la réunification des deux Etats allemands existant aujourd'hui. Et que nous apprend sinon l'Histoire? Que la réactivation de la conscience nationale est un terrain dangereux; et que la réflexion sur la nation allemande ne doit et ne va pas cesser de sitôt (p. 110). Dont acte ...

Quant à l'article de Christoph KLESSMANN (*Geschichtsbewußtsein nach 1945: ein neuer Anfang?*), il est certes plus documenté, mais ne tient qu'imparfaitement ses promesses. Des trois approches annoncées, l'analyse par l'historiographie, celle des revues culturelles et politiques et celle des sondages d'opinion, les deux dernières ne sont qu'à peine esquissées. L'analyse de l'historiographie comme facteur de la conscience historique donne au moins un résultat clair: 1945 n'a globalement guère incité les historiens à se remettre en question. Politiquement, les membres de la corporation ont certes adhéré à la République, mais méthodologiquement, c'est tout d'abord l'immobilisme. Il faudra attendre la »Fischer-Kontroverse« (à partir de 1959) pour que s'amorce enfin un renouvellement et une autocritique.

Le pendant thématique à l'article de KLESSMANN est celui de Johannes KUPPE (*Das Geschichtsbewußtsein in der DDR*) qui, associé aux deux contributions déjà citées de LÜBBE et BOOCKMANN est pourtant mis à part dans le troisième chapitre. A travers l'analyse de l'historiographie, il s'agit de saisir ce qu'est la conscience historique prescrite en RDA. Si l'histoire y reste aujourd'hui au service de la politique, on note à partir de 1971 un certain assouplissement. Depuis l'arrivée au pouvoir de Erich Honecker, les thèmes de recherche sont plus variés et la rigueur scientifique mieux respectée. En outre, depuis le début des années 80, on constate un phénomène de »nationalisation« dans la mesure où l'histoire allemande peut désormais être abordée dans sa globalité. En effet, de source officielle »le socialisme réel existant sur le sol allemand résulte des luttes menées par toutes les forces progressistes, y compris les représentants des classes exploiteuses, pour faire avancer l'évolution sociale«. Cette vision nouvelle, qui dispense les historiens de servir la thèse des deux nations allemandes, s'est déjà traduite par les réhabilitations partielles de Luther, Frédéric II, Bismarck, ou encore des conjurés du 20 juillet 1944. Faute de pouvoir interroger et »sonder« la population, les effets de ce changement sur la conscience historique réelle sont difficiles à évaluer. Parmi les retombées possibles, KUPPE n'exclut pas que pouvant s'intéresser à 2000 ans d'histoire allemande, les citoyens de RDA en considèrent d'autant moins la RFA et la RDA comme la fin, l'aboutissement de l'évolution nationale. Du reste, la RDA connaît également un engouement pour l'histoire, et les clubs et cercles historiques qui se multiplient, même s'ils travaillent le plus souvent dans le cadre du Kulturbund, ne pourront certainement pas être surveillés aussi étroitement que ce sont les scientifiques. En tout cas, s'il n'y avait pas de problème d'identité nationale comme l'affirment les autorités, pourquoi Erich Honecker aurait-il fait en 1974 la distinction entre la citoyenneté de RDA (*Staatsbürgerschaft*) et la nationalité (*Nationalität*) allemande? Pourquoi faudrait-il une seule nationalité pour deux nations?

Les contributions les plus stimulantes nous semblent celles du premier chapitre. Jörn RÜSEN (*Strukturen historischer Sinnbildung*) prolonge les réflexions introductives de Werner WEIDENFELD et s'élève contre le nouvel irrationalisme que véhicule une certaine critique de la modernité. Il plaide pour la défense de la rationalité dans et par l'analyse historique. Pour l'historien, il s'agit d'une part de présenter les résultats de sa recherche de façon à remettre en question les modèles rigides d'identité historique (qu'on pense p. ex. à certaines représentations de l'identité nationale ou des rôles sexuels qui ont dominé la pensée historique du XIX^e siècle); d'autre part, il doit résister à la »fuite en arrière« dans un passé idéalisé. Par son »travail de mémorisation«, il doit au contraire »offrir des outils d'interprétation du présent ouvrant des perspectives d'action pour l'avenir« (p. 63).

Karl-Ernst JEISMANN (*Dimensionen nationalgeschichtlichen Bewußtseins*) analyse tout d'abord les conditions d'une véritable conscience historique. Il distingue cette notion (*Geschichtsbewußtsein*) de la »vision de l'histoire« (*Geschichtsbild*), plus directe, affective, dominée par des jugements non soumis au préalable d'une analyse critique de la réalité. Esquissant ensuite les prises de position-types concernant la question allemande, il constate l'impossibilité manifeste d'obtenir un consensus sur le sujet; de même, il est à son sens impossible de présenter une vision de l'histoire (*Geschichtsbild*) unique, reconnue comme valable par tous.

Ainsi, les Allemands n'ont pas une, mais »un faisceau d'identités« (p. 47). Vouloir »harmoniser ou opposer les différents champs d'identité qui se sont formés au cours de l'histoire allemande« serait vain (*ibid.*); ce serait également nocif, car en contradiction avec la flexibilité nécessaire dans la recherche de solutions politiques pragmatiques au problème national. Dans ces conditions, la recherche historique doit se charger de montrer »la concomitance de convergences et de différenciations de cette conscience nationale, au sein d'une complexité historique variable d'époque en époque« (p. 50). Mais est-il réaliste de réclamer une »identité historique allemande consciente de sa diversité«? Le même JEISMANN, pour qui l'idéal serait de ne parler que de »conscience historique allemande« afin d'éliminer toutes les connotations suspectes s'attachant au terme d'identité, reconnaît en effet l'existence d'un très puissant besoin socio-psychologique d'adhérer à une vision simple de l'histoire (p. 49).

Confronté à ce dilemme, on lit avec intérêt l'article de Karl-Rudolf KORTE, (*Erinnerungsspuren: Das neue Gesellschaftsbewußtsein*) car il s'intéresse en partie à la question trop négligée (ou trop abstraitement traitée par WEIDENFELD) du besoin d'identité. KORTE invite à ne pas s'arrêter uniquement aux résultats de sondages montrant qu'il existe de plus en plus une »fierté nationale propre à la RFA« et que de moins en moins d'Allemands de l'ouest croient à la réalité d'une Allemagne unie ou, en d'autres termes, que la RDA est de plus en plus souvent considérée comme un pays étranger (ceci dit, les chiffres présentés par Herdegen manifestent certes un fort pessimisme quant aux espoirs de réunification, mais enregistrent tout de même 50% d'interrogés considérant que la question allemande reste ouverte et environ 70% de réponses approuvant l'objectif de la réunification). Pour KORTE, l'identité, le sentiment d'appartenance à une communauté se définissent aujourd'hui de moins en moins par référence à la politique et l'Etat. Ce qui lui fait répondre de façon différenciée à la question de Martin Walser, placée en exergue, »Comment une société peut-elle rester société sans être nation?«. La recherche de l'identité s'effectuant de plus en plus sur le plan culturel, un attachement croissant à la RFA peut coexister avec »des formes de conscience pan-allemandes«. Même si KORTE ne va pas ici au bout de sa réflexion et travaille en outre avec des concepts plutôt flous, son type d'investigation, plus politique et socio-psychologique qu'historique, peut sans doute enrichir le débat assez répétitif sur la question allemande.

Mentionnons pour finir la contribution de Helmut KLAGES (*Wandlungsschicksale der Identität der Deutschen: Ein Szenario der Wertwandlung seit 1871*), qui apparaît doublement marginale: au sens propre du terme, car elle est placée en queue de peloton, juste avant la bibliographie commentée qui clôt l'ouvrage; sur le fond également, puisqu'à contre-courant

des autres textes, KLAGES insiste non pas sur la continuité, mais sur les ruptures dans l'évolution des valeurs. Plus encore, pour la période récente, c'est surtout les facteurs n'étant pas spécifiquement nationaux qu'il s'applique à faire ressortir (*geschichtslose, historisch indifferente sozialpsychologische Kategorien*, p. 122): ainsi, l'échec de la dénazification, qu'il explique exclusivement par le choc de la défaite, ainsi la Wende, avec sa résurgence de valeurs d'ordre, qui résulte selon lui de la crise économique mondiale. L'auteur voit, il est vrai, dans la révolte 1968 un effet tardif (*eine Spätzündung*) des efforts de dénazification. Mais une explication cette fois-ci purement nationale n'est-elle pas excessive?

Alain LATTARD, Paris

Jürgen KRAUSKOPF, *Das Deutschland- und Frankreichbild in Schulbüchern; Deutsche Französischbücher und französische Deutschbücher von 1950–1980*, Tübingen (Gunter Narr Verlag) 1985, IX–316 p. (Giessener Beiträge zur Fremdsprachendidaktik).

En 1961, Pierre Renouvin avait appelé les historiens spécialistes de l'étude des relations internationales à se montrer particulièrement attentifs à «l'image qu'un peuple se forme d'un autre peuple»; il préconisait que l'historien «examine comment les manuels scolaires ont déformé, consciemment ou non, l'image des pays étrangers»¹. La manière dont, dans de nombreux pays, l'on enseigne aujourd'hui les langues étrangères, font que les livres de «langues vivantes», sans doute plus que les livres d'histoire et au moins autant que les livres de géographie, contribuent, dans une large mesure, avec les récits des parents, la presse, la radio, le cinéma et surtout la télévision à la formation de l'image que les adolescents peuvent se faire du pays dont ils ont choisi d'étudier la langue et des gens qui l'habitent.

C'est précisément à ce problème que s'est attaqué Jürgen Krauskopf qui a choisi, dans ce but, d'étudier l'image que donnent de la France les livres de français de la République fédérale et celles que donnent les livres d'allemand en usage en France, de l'Allemagne de Bonn, voire de la République démocratique.

Il a ainsi étudié 36 ouvrages allemands: 25 en usage dans le premier cycle de l'enseignement secondaire et 11 dans le second cycle et 53 ouvrages français, respectivement 28 et 25. Il a retenu les thèmes suivants: la vie familiale, les loisirs, les réalités régionales, la littérature, la vie culturelle, l'histoire et la politique. Il a, pour chacun des deux cycles d'enseignement, calculé la place revenant respectivement, aux textes rédigés par les auteurs de manuels eux-mêmes, aux textes empruntés aux écrivains, autres documents manuscrits, articles de presse notamment. Afin de mieux mettre en évidence les changements intervenus, au fil des années dans la représentation des différents thèmes, il a découpé chronologiquement son analyse en trois tranches: celles des années cinquante, des années soixante, des années soixante-dix.

Il a, pour chacune de ces tranches tenté d'expliquer les facteurs qui ont pu influencer les auteurs de manuels et, par la même, rendu compte des changements intervenus d'une période à l'autre. Il a été ainsi conduit, pour chacun des deux pays, à étudier: l'influence de l'évolution politique, des programmes officiels d'enseignement, du débat autour des questions pédagogiques, de l'enseignement universitaire. On remarquera, sans bien en saisir les raisons, que ce dernier facteur n'est plus mis en avant par les manuels français des années soixante et soixante-dix. Il est vrai, et cela est, probablement, une des parties les plus intéressantes de l'ouvrage qu'en «Exkurs», Krauskopf a consacré une étude particulière à l'influence qu'ont pu exercer sur les auteurs français les images de l'Allemagne données par d'éminents germanistes: Andler, Lichtenberger, Vermeil, Minder, Grosser et Berteaux.

1 Pierre RENOUVIN, *Recherche historique et relations internationales*, l'Education Nationale, 3 juin 1961.